

# Onzième dialogue stratégique sino- européen

*en partenariat avec le CICIR -  
Chinese Institute of Contemporary  
International relations*

mémo  
OBSERVATOIRE CHINE 2015/2016

## Session n° 4 : OBOR, innovation ou répétition de l'histoire ?

Observatoire Stratégique et Politique de la Chine, cycle 2015-2016  
10 juillet 2015 - Ecole militaire



### Liste des participants à la session n°4

**Jean-Pierre Cabestan** Chercheur associé à Asia Centre et directeur du Département de science politique et d'études internationales à l'Université Baptiste de Hong Kong

**Jean-François Di Meglio** Président d'Asia Centre

**Feng Zhongping** Vice-président du CICIR, Directeur de l'Institut d'Etudes européenne

**Huang Jing** Chercheure au CICIR, Institut d'études européennes

**Ye Qing** Directeur du Centre d'Etudes de l'Asie occidentale et de l'Afrique, Shanghai Institute for International Studies

**Jean-Luc Racine** Vice-président d'Asia Centre

**Justin Vaisse** Directeur du CAPS

## Intervention de Huang Jing

Huang Jing présente l'OBOR (One Belt, One Road) comme un projet initié par le Président Xi Jinping et qui a rencontré une opposition initiale de l'administration et de certains universitaires. L'Europe n'aurait pas été un des focus initiaux mais un consensus a ensuite émergé et considéré l'Europe comme l'autre extrémité de l'OBOR. La participation sino-européenne à l'OBOR est un moyen d'accroître la coopération entre les deux entités et permet à l'Europe de repartir après la crise. Hung Jing a particulièrement insisté sur le fait que l'OBOR était davantage un projet sur le très long terme, un concept mouvant qu'il convient de définir progressivement qu'une véritable stratégie. Ainsi, il a été demandé aux think tanks de participer à la conception du projet, de donner des idées pratiques et concrètes notamment afin d'accroître la coopération transnationale. Deux axes sont notamment privilégiés : la coopération au niveau des entreprises pour assurer la sécurité énergétique et la coopération avec l'Europe du Sud.



## Q&A

Jean-François Di Meglio a rappelé qu'un concept similaire avait été présenté dès 2012 par Wang Jisi. L'OBOR représente potentiellement 70% de la population mondiale, 75% des réserves énergétiques, et aurait une durée de 35 ans. Les projets sont très diversifiés et ciblent principalement le transport de personnes et de biens. Si la Chine refuse de parler de Plan Marshall, l'OBOR y ressemble à la seule différence du volet militaire américain. L'accent a été placé sur le versant de l'offre dans l'OBOR et les raisons possibles du succès: rôle des entreprises d'Etat qui se sont réformées et peuvent se projeter à l'étranger; besoin de davantage d'intégration (notamment au niveau de l'harmonisation des normes et standards qui permettrait d'accroître la connectivité); transfert du commerce international vers l'Asie et enfin planification forte du gouvernement chinois. Cependant, plusieurs risques ont été mentionnés : le fait que l'OBOR soit un concept plus qu'une stratégie coordonnée, le ralentissement du commerce international, le risque d'offre excédentaire, de possibles initiatives concurrentes, etc. Enfin, si de nouvelles règles sont établies par la Chine, il faut que celles-ci soient exprimées très clairement. En effet, Washington et Pékin semblent offrir deux visions différentes et concurrentes, la première basée sur l'abaissement des droits de douane et l'harmonisation des normes, la seconde étant un concept vague obéissant à des règles non définies.

Jean-Luc Racine a fait part de sa perplexité vis-à-vis du projet. Le cas de l'Inde permet également de montrer les problèmes auxquels peut être confrontée l'OBOR : si les provinces de l'Inde du Nord-est sont très favorables au projet chinois, la capitale est beaucoup plus réticente. En effet, si la connectivité entre les deux pays s'accroît, tout comme le commerce, le déficit commercial indien se creusera-t-il également ? Dans ce cas, New Delhi pourrait limiter sa participation. Concernant l'importance géopolitique du corridor Chine-Pakistan, le port de

Gwadar, financé et géré par les Chinois, n'est guère actif, à cause de l'insécurité au Pakistan. L'annonce de 46 milliards d'investissements durant la visite du Président Xi à Islamabad doit être relativisée, car la mise en œuvre du projet de corridor, lancé dès 2006, sera difficile, même si la Chine n'a pas attendu ce projet pour améliorer les routes transhimalayennes reliant le Xinjiang au Pakistan, via le nord du Cachemire, revendiqué par l'Inde. A cet égard, pourquoi la Chine ne fait-elle pas pression sur le Pakistan pour accepter une normalisation de ligne de contrôle divisant le Cachemire, ravivant le projet d'accord négocié secrètement entre le général Musharraf et New Delhi en 2007 ?

Jean-Pierre Cabestan insiste sur le fait que l'OBOR est un cadre vide que la Chine demande aux autres pays de remplir. Une question se pose également : la façon d'intégrer la Russie à cause des sanctions européennes mais aussi du projet concurrent russe. Feng Zhongping insiste sur le fait qu'il s'agit d'une initiative, d'une proposition, et non d'une stratégie. Selon lui, si certains n'en veulent pas, ce n'est pas grave, la Chine se tournera vers l'Amérique latine. Alors que la connectivité est au cœur du projet, l'objectif n'est pas juste la construction de routes mais aussi l'accroissement de la stabilité sociale et politique de ces pays. Si la Chine refuse le terme de plan Marshall, c'est qu'il est jugé responsable de la division de l'Europe. De plus, le projet est profondément pragmatique. Si les entreprises d'Etat chinoises y participent, c'est qu'elles ont identifié de potentiels profits et pas uniquement pour satisfaire le gouvernement. Il est normal qu'il y ait beaucoup d'incompréhensions concernant l'OBOR car c'est un projet en cours. La Crimée pourrait ralentir l'intégration de la Russie dans l'OBOR mais pas l'Union eurasiatique car un accord a été signé le 9 mai 2015 afin de coordonner les deux projets. Jean-Pierre Cabestan précise cependant que les difficultés ne proviennent pas tant de l'OBOR et de l'Union eurasiatique que de l'UE et l'Union eurasiatique. Ye Qing précise enfin que l'AIB n'est pas isolée mais vient en complément d'autres initiatives chinoises comme la New Development Bank, ou le Fond de développement pour les BRICS.

En conclusion de ce panel, Justin Vaisse a insisté sur la coopération franco-chinoise vis-à-vis de pays tiers, un projet abordé lors de la visite du Premier ministre Valls en janvier et repris par le Premier ministre Li lors de sa visite à Paris en juin. Alors que la France et la Chine ont une présence et des investissements importants en Afrique et que l'Europe regarde à l'Est, une coopération bilatérale renforcée est nécessaire. Le projet ne vise pas seulement le volet commercial (Bolloré coopérant déjà avec une dizaine d'entreprises chinoises) mais également le volet sécuritaire et le volet développement. L'objectif serait de combiner les images positives des deux pays tout en maintenant les exigences et l'engagement de la France en matière de normes.

Feng Zhongping a conclu en mettant en exergue la tendance des chercheurs à toujours vouloir faire des références et des parallèles historiques, notamment avec la Guerre froide et le plan Marshall. Selon lui, le Président Xi ne s'y intéresse pas, il cherche simplement à améliorer les relations de la Chine avec les pays tiers, sans se demander si un précédent existe. Jean-Pierre Cabestan a, quant à lui, rappelé la dialectique de coopération et compétition entre

la Chine et ses partenaires. L'OBOR pourrait redessiner les normes internationales et il convient de suivre avec attention son développement.